



# Assemblée générale

Distr. générale  
14 décembre 2020  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-quinzième session

Points 146 et 154 de l'ordre du jour

### Gestion des ressources humaines

Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

## Militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Dans sa résolution [74/254](#) B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'intensifier les contacts et les échanges avec les États Membres et d'étudier toutes les options viables qui permettraient de surmonter les difficultés liées à l'engagement de militaires ou de policiers en service actif détachés par leur gouvernement, en particulier l'incompatibilité entre la législation interne des États et le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Elle l'a également prié de lui rendre compte de l'évolution de la question et de lui présenter des propositions pour examen durant la première partie de la reprise de sa soixante-quinzième session.

Il est rendu compte dans le présent rapport, qui a été établi en réponse à cette demande, de l'action menée par le Secrétariat pour se concerter avec les États Membres sur les questions d'incompatibilité et des propositions visant à régler celles-ci.



## I. Aperçu général

1. Dans son rapport intitulé « Aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : exécution des budgets de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 et budgets pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 » ([A/67/723](#)), le Secrétaire général a porté pour la première fois à l'attention de l'Assemblée générale une incompatibilité entre la législation interne de certains États Membres et le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies concernant le détachement de militaires et de policiers en service actif auprès du Secrétariat. Le conflit porte sur l'article 1.2 j) du Statut du personnel, qui interdit aux fonctionnaires d'accepter une distinction honorifique, une décoration, une faveur, un don ou une rémunération d'un gouvernement, et la législation de plusieurs États Membres, qui interdit aux fonctionnaires des administrations nationales détachés auprès d'une organisation extérieure, comme l'Organisation des Nations Unies, d'accepter une rémunération et des prestations financières directement de cette organisation. Une enquête menée au moment de l'établissement du rapport a montré que, dans certains cas, la rémunération et les prestations qui étaient versées ne tenaient pas à la seule législation nationale. Il semble également que certains pays aient des pratiques incohérentes en ce qui concerne le personnel détaché. La rémunération et les prestations peuvent prendre différentes formes : solde, indemnités d'expatriation, versements divers.

2. Dans sa résolution [67/287](#), l'Assemblée générale a noté les difficultés liées aux divergences entre la législation de certains pays et le Statut et le Règlement du personnel de l'ONU et prié le Secrétaire général de lui soumettre, durant la partie principale de sa soixante-huitième session, un rapport contenant des propositions visant à trouver une solution à cette incompatibilité. À titre de mesure exceptionnelle ne devant pas être prorogée au-delà du 31 décembre 2013, elle a décidé de dispenser les militaires et les policiers d'active de l'obligation de se conformer à l'article 1.2 j) du Statut du personnel, de sorte que tous les États Membres puissent prendre pleinement part au programme de détachement de personnel d'active.

3. Dans son rapport sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement ([A/68/495](#)), le Secrétaire général a confirmé l'existence d'une incompatibilité et signalé qu'en demeurant en service actif à la fois pour le gouvernement national et pour l'ONU, et en étant par conséquent soumis aux règlements et réglementations applicables à l'exercice de ses fonctions dans les deux entités, le personnel en détachement était tenu par un devoir d'allégeance double et par les obligations juridiques en vigueur, ce qui pouvait entraîner un conflit financier et un conflit d'allégeance. Pour régler le problème, le Secrétaire général a proposé de modifier le paragraphe b) de l'article 1.1 du Statut du personnel relatif à la déclaration écrite, ainsi que le paragraphe j) de l'article 1.2 du Statut et le paragraphe l) de la disposition 1.2 (distinctions honorifiques, décorations, faveurs, dons ou rémunération) du Règlement du personnel.

4. Dans sa résolution [68/252](#), l'Assemblée générale n'a pas accepté la recommandation du Secrétaire général et a souscrit à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relative à la prorogation de l'application des mesures exceptionnelles qu'elle avait autorisées dans sa résolution [67/287](#) pour une nouvelle période ne pouvant dépasser trois ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016, de sorte que le Secrétaire général intensifie ses échanges avec les États Membres en vue de trouver d'autres solutions pour régler les questions d'incompatibilité. Elle a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'évolution de cette question et une nouvelle proposition, pour examen à sa soixante-dixième session.

5. On trouve dans le rapport du Secrétaire général sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement (A/71/257) une description des mesures prises pour recenser les conflits possibles entre la législation interne des États et le Statut et le Règlement du personnel. Il a été malaisé de cerner véritablement l'ampleur du problème, les informations reçues des États Membres étant insuffisantes. Le Secrétaire général a signalé qu'il fallait plus de temps pour établir une nouvelle proposition et demandé à l'Assemblée générale d'envisager de proroger l'application des mesures exceptionnelles qu'elle avait autorisées dans ses résolutions 67/287 et 68/252.

6. Dans sa résolution 71/263, l'Assemblée générale a fait sienne la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relative à la prorogation des mesures exceptionnelles pour une nouvelle période de trois ans au maximum prenant fin au 31 décembre 2019, de sorte que le Secrétariat ait le temps d'avoir des échanges plus intenses et plus productifs avec les États Membres.

7. Dans sa note relative aux militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement (A/74/546), le Secrétaire général a proposé de proroger encore d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2020, l'application des mesures exceptionnelles, afin que le Secrétariat obtienne des États Membres des informations sur d'éventuelles incompatibilités ainsi que sur la rémunération et les prestations accordées au personnel d'active en détachement.

8. Dans sa résolution 74/254, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à proroger les mesures exceptionnelles jusqu'au 30 juin 2020 afin que des solutions aux questions d'incompatibilité puissent être trouvées.

9. Dans son rapport sur les militaires et les policiers en service actif détachés par leur gouvernement (A/74/700), le Secrétaire général a fait état des mesures les plus récentes prises par le Secrétariat pour se concerter avec les États Membres sur les questions d'incompatibilité et présenté une proposition visant à régler celles-ci.

10. Dans sa résolution 74/254 B, l'Assemblée générale a décidé d'autoriser le Secrétaire général à proroger les mesures exceptionnelles jusqu'au 31 juillet 2021 et l'a prié d'intensifier les contacts et les échanges avec les États Membres et d'étudier toutes les options viables qui permettraient de surmonter les difficultés.

11. La prorogation s'imposait du fait que les recommandations présentées par le Secrétaire général pour régler la question depuis 2013 n'avaient pas reçu l'aval de l'Assemblée générale. Par souci de clarté, ces recommandations, ainsi que les recommandations antérieures du Secrétaire général et les recommandations et décisions de l'Assemblée, sont présentées sous forme résumée dans l'annexe au présent rapport.

## II. Genèse du programme

12. Au début des années 1990, l'augmentation du nombre, de la taille et de la complexité des opérations de maintien de la paix a été telle que le recours à des militaires et policiers en service actif s'est imposé comme un impératif pour que le Secrétariat dispose du savoir-faire voulu. Dans sa résolution 47/71, l'Assemblée générale a encouragé le Secrétaire général à demander aux États Membres de fournir du personnel militaire et civil qualifié pour aider le Secrétariat à planifier et gérer les opérations de maintien de la paix. Ce personnel devait être du personnel fourni à titre gracieux de type II.

13. Par personnel fourni à titre gracieux on entend du personnel fourni par des gouvernements et d'autres entités. Il y a deux types de personnel fourni à titre

gracieux : le personnel de type I, qui a un statut juridique et des fonctions bien établis et comprend les experts associés, les administrateurs auxiliaires, les experts détachés au titre de la coopération technique dans le cadre de prêts non remboursables et les stagiaires, et le personnel de type II, qui a le statut d'expert en mission et est couvert par la section 22 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

14. Dans son rapport sur le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et autres entités ([A/51/688](#) et [A/51/688/Corr.1](#)), le Secrétaire général a fait état de quatre grandes préoccupations concernant le personnel de type II. Premièrement, ce type de personnel remplissait de plus en plus des fonctions essentielles qui avaient vocation à être exercées par des fonctionnaires. Deuxièmement, étant donné que le personnel de type II n'était pas lié par le Statut et le Règlement du personnel, il ne lui était pas interdit de solliciter ou d'accepter des instructions d'un gouvernement ou d'une autorité extérieure à l'Organisation. Troisièmement, étant donné que tous les États Membres n'étaient pas en mesure de mettre gracieusement du personnel de type II à la disposition de l'Organisation, cette catégorie de personnel pouvait compromettre le caractère international du Secrétariat. Quatrièmement, étant donné que les dépenses d'appui n'étaient pas prises en charge par le gouvernement qui détachait du personnel, le Secrétariat devait puiser dans des ressources qui avaient été approuvées à d'autres fins par l'Assemblée générale.

15. Dans sa résolution [51/243](#), l'Assemblée générale a décidé que le recours au personnel fourni à titre gracieux de type II ne serait autorisé que pour obtenir des compétences très spécialisées et pour apporter une assistance temporaire d'urgence pour l'exécution de nouveaux mandats ou de mandats élargis. Sur la base de ces critères très stricts, le Secrétariat ne pouvait donc pas demander qu'on lui fournisse du personnel à titre gracieux qui serait chargé de l'aider à planifier et à gérer les opérations de maintien de la paix.

16. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement ([A/68/495](#)), dans sa résolution [52/248](#), l'Assemblée générale a approuvé la proposition du Secrétaire général relative au recrutement par détachement de militaires et de policiers en service actif qui seraient engagés comme fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies pour un contrat de deux ans normalement, et de quatre ans au plus. En tant que fonctionnaires, ils seraient soumis au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU ainsi qu'aux politiques et procédures en vigueur dans l'État Membre concerné.

17. Les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement aident le Secrétariat à gérer, à diriger et à épauler les opérations de paix avec efficacité. Grâce à ce programme, le Secrétariat est en mesure de mieux superviser et orienter les militaires et le personnel de police dans les missions complexes et difficiles, où les opérations menées par des militaires ou des policiers sur le terrain peuvent avoir des conséquences politiques majeures et où les menaces pesant sur le personnel militaire, sur le personnel de police et sur le personnel civil des Nations Unies sont nombreuses. Les militaires et les policiers qui sont détachés facilitent le démarrage et l'expansion des missions dans les délais serrés fixés par le Conseil de sécurité.

18. Le programme a d'emblée rencontré un franc succès auprès des États Membres. En moyenne, 65 États Membres présentent des candidatures – de façon générale 1 300 par campagne – pour les postes faisant l'objet d'une campagne de recrutement.

19. Au 1<sup>er</sup> juillet 2020, il y avait 283 postes réservés au personnel en détachement dans les services chargés du maintien de la paix : 164 au Siège et 119 sur le terrain. Au total, au Siège, 158 postes se trouvent au Département des opérations de paix, à savoir 104 au Bureau des affaires militaires, 41 au Bureau de l'état de droit et des

institutions chargées de la sécurité (Division de la police) et 13 à la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation. Il y a deux postes de ce type dans le Groupe déontologie et discipline du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et quatre dans la Section du soutien sanitaire du Département de l'appui opérationnel.

### **III. Échanges avec les États Membres et les militaires et policiers détachés en service actif**

20. Pour déceler les problèmes d'incompatibilité, depuis 2012, le Secrétariat dialogue avec les États Membres et le personnel en service actif détaché auprès de lui et mène à ce titre diverses activités de sensibilisation et des consultations, dont les suivantes :

- a) interventions devant la Military and Police Advisers' Community (association des conseillers militaires et conseillers pour les questions de police) sur les prochaines campagnes de recrutement ;
- b) interventions devant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix ;
- c) envoi de notes verbales et d'autres éléments de correspondance aux États Membres à l'occasion des campagnes de recrutement de personnel militaire et de personnel de police ;
- d) échanges avec les États Membres dans le cadre de réunions, de séances d'information, d'ateliers et de séminaires organisés à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de forces de police (réunions de la Military and Police Advisers' Community et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix) ;
- e) enquête auprès des États Membres et des militaires et policiers en service actif détachés.

21. En septembre 2020, le Secrétariat a mené une nouvelle enquête auprès des États Membres et des militaires et policiers en service actif détachés au Siège et dans les missions, donnant suite en cela aux recommandations de l'Assemblée générale.

22. Au total, 69 des 193 États Membres ont répondu à l'enquête ; 27 des 45 États Membres ayant détaché des militaires ou des policiers en service actif auprès de l'Organisation ont signalé qu'ils leur versaient une rémunération ou des prestations sous une forme ou sous une autre. Huit des 24 autres États Membres qui ont répondu mais qui n'ont pas actuellement de militaires ou de policiers en service actif détachés auprès de l'ONU ont indiqué qu'ils verseraient des prestations et des indemnités à leurs nationaux si ceux-ci étaient recrutés à des postes réservés à des militaires ou à des policiers d'active.

23. Les 232 militaires et policiers en service actif détachés au Siège et sur le terrain ont été invités à répondre à l'enquête sur les versements, prestations et indemnités qu'ils recevaient de leur gouvernement ; 219 se sont prêtés à l'exercice : 77 ont confirmé que leur gouvernement leur versait une rémunération ou des prestations et les 142 autres ont indiqué que ce n'était pas le cas pour eux.

### **IV. Formules à envisager**

24. En répondant aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/254 B, le Secrétaire général a déterminé que les formules considérées comme viables et envisagées pour régler les problèmes d'incompatibilité devraient

être guidées par les principes suivants, fondés sur les Articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies et la résolution 51/243 de l'Assemblée et permettre :

- a) de garantir la participation de tous les États Membres ;
- b) de faire en sorte que les mêmes conditions d'emploi s'appliquent à tous les militaires et policiers d'active détachés ;
- c) d'assigner les attributions voulues pour que les membres du personnel détaché puissent assumer pleinement les fonctions s'attachant à leurs postes, y compris la supervision d'autres fonctionnaires ou l'affectation de fonds ou de ressources ;
- d) de veiller à ce que le Secrétaire général puisse prendre des mesures disciplinaires à l'égard des militaires et des policiers en service actif détachés par leur gouvernement ;
- e) d'éviter la création d'une catégorie distincte de personnel à laquelle s'appliqueraient des valeurs et des règles différentes.

25. Le Secrétaire général avait proposé des modifications à l'article 1.2 j) du Statut du personnel et à la disposition 1.2 l) du Règlement du personnel concernant les distinctions honorifiques, les dons et les rémunérations, mais cette solution aurait eu pour effet d'instaurer des conditions d'emploi distinctes pour le personnel détaché et d'entraîner des inégalités salariales.

26. Une autre solution consisterait à engager les militaires et policiers en service actif sans leur donner pour autant la qualité de fonctionnaires, de sorte qu'ils ne se trouvent pas dans une situation qui contrevient au Statut et au Règlement du personnel. Toutefois, cette formule irait à l'encontre des principes énoncés au paragraphe 24 c) et e), étant donné que les non-fonctionnaires ne peuvent pas exercer de fonctions de représentation ni superviser des membres du personnel.

27. Une troisième formule consisterait à appliquer strictement le Statut et le Règlement du personnel. Le Secrétariat n'engagerait ni militaires ni policiers en service actif originaires d'un État Membre ayant déclaré que sa législation n'était pas compatible avec le Statut et le Règlement du personnel. Cette formule garantirait le strict respect du Statut et du Règlement du personnel, mais serait contraire au principe énoncé au paragraphe 24 a) puisque certains États Membres ne pourraient plus participer au programme.

28. Une autre possibilité serait que le Secrétariat cesse d'engager du personnel en service actif, et se tourne vers des militaires et des policiers qui ne sont plus en service actif, mais qui disposent du savoir-faire voulu. Les recrutements pourraient se faire par l'intermédiaire du dispositif de sélection du personnel et il faudrait que les militaires et les policiers en service actif démissionnent. Cette formule garantirait le strict respect du Statut et du Règlement du personnel et permettrait à des candidats et candidates de tous les États Membres de participer. Toutefois, elle irait à l'encontre de l'objectif consistant à engager du personnel en service actif parce qu'il est plus au fait des techniques de planification et de gestion des opérations de maintien de la paix. En outre, il pourrait être difficile d'attirer des candidats et candidates, étant donné qu'ils devraient renoncer à leur carrière dans leur pays pour rejoindre le Secrétariat. En outre, comme cette formule consiste à procéder aux recrutements dans le cadre du dispositif de sélection du personnel et que les engagements ne seraient pas de durée limitée, l'Organisation se priverait du regard neuf qu'apportent les militaires et les policiers d'active dans le cadre d'un roulement.

29. Le Secrétaire général souhaiterait que l'Assemblée générale se penche de nouveau sur la formule qui lui avait été présentée à sa soixante-quatorzième session,

à savoir déterminer la rémunération ou les prestations versées par les États Membres au personnel détaché et conclure un accord qui porterait modification des conditions d'emploi pour éviter tout cumul de rémunération ou de prestations. Cette formule serait mise en œuvre comme suit :

a) au stade de la campagne de recrutement, les États Membres seraient invités à faire part de toute rémunération ou prestation qu'ils accorderaient au personnel en service actif qu'ils envisagent de détacher auprès de l'ONU. Les informations ainsi recueillies serviraient à l'établissement d'un accord entre l'État Membre concerné et l'Organisation, condition préalable à l'envoi d'une offre d'engagement au candidat ou à la candidate qui aurait été sélectionné(e). Seraient précisés dans l'accord la rémunération ou les prestations que l'État Membre prévoit de verser au personnel qu'il détache et les ajustements qui seraient apportés en conséquence par le Secrétariat aux conditions d'emploi à l'ONU ;

b) l'envoi de l'offre d'engagement serait subordonné à l'existence d'un accord entre l'État Membre et le Secrétariat pour les États Membres qui versent une rémunération ou des prestations aux militaires et policiers qu'ils détachent auprès de l'Organisation ;

c) il doit être fait référence dans la lettre de nomination à l'accord entre l'État Membre et l'Organisation pour qu'il n'y ait pas cumul de rémunération ou de prestations. Cette formule garantit la participation de tous les États Membres, permet au Secrétariat d'offrir une rémunération et des prestations équitables et transparentes à l'ensemble du personnel et reprend tous les principes énoncés plus haut.

30. Dans sa résolution 74/254 B, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à proroger les mesures exceptionnelles jusqu'au 31 juillet 2021. Ces mesures ont aidé le Secrétariat à parer au plus pressé, sans pour autant régler définitivement les problèmes que posaient la législation interne et les pratiques de certains États Membres. En l'absence de décision sur les propositions qui sont présentées et de prorogation des mesures exceptionnelles, les conséquences pour le programme seraient les suivantes :

a) les militaires et policiers en service actif actuellement détachés auprès de l'Organisation par des États Membres dont la législation ou les pratiques sont contraires au Statut et au Règlement du personnel seraient en infraction avec ces textes après la date d'expiration fixée par l'Assemblée générale pour l'application des mesures exceptionnelles. Ils pourraient donc s'exposer à des mesures disciplinaires pour faute ;

b) le Secrétariat ne serait pas en mesure de recruter des militaires ou des policiers en service actif détachés par des États Membres dans lesquels des incompatibilités avec les textes de l'ONU ont été décelées. Le recrutement ne se ferait donc plus sur une base géographique aussi large que possible et la capacité du Secrétariat de s'acquitter de son mandat concernant les activités militaires et les activités de police au Siège et sur le terrain serait limitée.

## V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

31. L'Assemblée générale est invitée :

a) à examiner les formules qui lui sont présentées et à se prononcer sur la question ;

b) à approuver la poursuite de l'application des mesures exceptionnelles qu'elle avait déjà autorisées dans sa résolution 67/287 pour les membres du personnel actuellement détachés auprès de l'Organisation jusqu'au terme de

leur engagement, en attendant qu'une solution soit adoptée et mise en application.



## Annexe

## Recommandations antérieures du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et recommandations et décisions de l'Assemblée générale

## Rapport ou résolution

## Résultat

[A/67/723](#)

Rapport du Secrétaire général intitulé « Aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : exécution des budgets de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012 et budgets pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 »

Il était question dans ce rapport du dispositif de transparence financière concernant les fonctionnaires de l'ONU, ce qui a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- certains membres du personnel recevaient une rémunération de leur gouvernement, ce qui était contraire au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU ;
- la législation de certains États Membres interdisait aux fonctionnaires des administrations nationales détachés auprès d'une organisation extérieure d'accepter une rémunération et des prestations financières directement de cette organisation.

Résolution [67/287](#)

L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui soumettre, durant la partie principale de sa soixante-huitième session, un rapport contenant des propositions et, à titre de mesure exceptionnelle ne devant pas être prorogée au-delà du 31 décembre 2013, elle a décidé de dispenser les militaires et les policiers d'active de l'obligation de se conformer à l'article 1.2 j) du Statut du personnel, de sorte que tous les États Membres puissent prendre pleinement part au programme de détachement de personnel d'active.

[A/68/495](#)

Rapport du Secrétaire général sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

Le Secrétaire général a proposé des modifications à l'article 1.1 b) du Statut du personnel concernant la déclaration écrite, ainsi qu'à l'article 1.2 j) du Statut et à la disposition 1.2 l) du Règlement du personnel sur les distinctions honorifiques, les dons et les rémunérations, afin de régler les incompatibilités potentielles entre la législation interne et le Statut et le Règlement du personnel. En outre, il a suggéré de modifier la disposition 4.15 du Règlement relative aux organes centraux de contrôle et d'apporter des modifications aux formalités d'entrée en fonctions.

[A/68/615](#)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

Le Comité consultatif a estimé que la mise en œuvre des amendements qu'il était proposé d'apporter au Statut et au Règlement du personnel risquait d'être complexe et de poser des difficultés opérationnelles. Il était d'avis que la solution proposée ne tenait pas compte de la situation des militaires et policiers d'active détachés par leur gouvernement, auxquels la législation nationale interdisait d'être rémunérés par l'Organisation et qui se voyaient offrir par leur administration une rémunération dont le montant était sans commune mesure avec le coût de la vie dans le lieu d'affectation où ils étaient en poste.

Résolution [68/252](#)

Le Comité a indiqué que la solution proposée ne permettrait pas non plus d'éviter que l'Organisation ne verse des sommes trop élevées aux États Membres ni de garantir une rémunération égale pour un travail de valeur égale.

L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de proroger d'une nouvelle période de trois ans les mesures exceptionnelles et d'intensifier ses échanges avec les États Membres en vue de trouver d'autres solutions pour régler les questions d'incompatibilité entre la législation interne des États et le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation au sujet du détachement de militaires et de policiers d'active.

[A/71/257](#)

Rapport du Secrétaire général sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

Les propositions qui avaient été faites à la soixante-huitième session ont été précisées comme suit :

- modifications à apporter au Statut et au Règlement du personnel ;
- perfectionnement des propositions consistant à modifier les formalités d'entrée en fonctions, en particulier apport de modifications à la lettre de nomination et d'ajustements aux prestations versées au personnel détaché si celui-ci perçoit une rémunération de la part de l'État ;
- révision de la circulaire du Secrétaire général sur les organes centraux de contrôle.

Les États Membres n'ayant pas communiqué d'informations, il n'a pas été possible d'élaborer une nouvelle proposition pour régler les questions d'incompatibilité. Le Secrétaire général a demandé à l'Assemblée générale d'envisager de prolonger l'application des mesures exceptionnelles qu'elle avait autorisées, afin de faciliter la communication des informations nécessaires et, dans l'intervalle, de faire en sorte que tous les États Membres puissent participer pleinement au programme de détachement de personnel d'active.

[A/71/557](#)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la gestion des ressources humaines

Le Comité a maintenu sa recommandation, à savoir que les mesures proposées par le Secrétaire général soient approuvées. Il a recommandé de proroger les mesures exceptionnelles pour une durée allant jusqu'à trois ans, le temps de mener un dialogue plus productif avec les États Membres. Il a recommandé également que l'Assemblée prie le Secrétaire général d'intensifier ses échanges avec les États Membres en vue de trouver d'autres solutions pour régler les questions d'incompatibilité entre la législation interne des États et le Statut et le Règlement du personnel au sujet du détachement de militaires et de policiers d'active.

## Rapport ou résolution

## Résultat

## Résolution 71/263

L'Assemblée générale a souscrit aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait formulées dans son rapport.

## A/74/546

Note du Secrétaire général sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

Le Secrétaire général a proposé de proroger d'un an, jusqu'au 31 décembre 2020, les mesures exceptionnelles, en attendant que l'Assemblée générale examine son rapport, afin de faciliter la pleine participation de tous les États Membres au détachement de personnel d'active, y compris de ceux qui ont détaché des militaires et policiers en service actif bénéficiant actuellement de ces mesures exceptionnelles.

## A/74/584

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

Le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui fournir, dans son rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, des informations factuelles détaillées à ce sujet, notamment sur la nature des difficultés liées à l'engagement de militaires ou de policiers en service actif selon la formule du détachement, les données statistiques mentionnées au paragraphe 7, les mesures prises à ce jour et les résultats de l'enquête la plus récente. Il a recommandé de nouveau que l'Assemblée prie le Secrétaire général d'intensifier ses échanges avec les États Membres en vue de trouver des solutions au problème de l'incompatibilité entre le droit interne des États et le Statut et le Règlement du personnel au sujet du détachement de militaires et de policiers d'active. Sous réserve de ses recommandations et observations, il a recommandé que l'Assemblée autorise le Secrétaire général à proroger jusqu'au 31 décembre 2020 les mesures exceptionnelles concernant les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement.

## Résolution 74/254

L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour se concerter avec les États Membres et étudier toutes les façons possibles de régler durablement les questions d'incompatibilité, de lui rendre compte de l'évolution de la question et de lui proposer des solutions à la première partie de la reprise de sa soixante-quatorzième session. Elle a décidé d'autoriser le Secrétaire général à proroger les mesures exceptionnelles concernant les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement jusqu'au 30 juin 2020.

## A/74/700

Rapport du Secrétaire général sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement

Le Secrétaire général a proposé que le Secrétariat évalue le niveau des contributions versées par les États Membres à trois stades, avant et après l'entrée en fonctions du personnel détaché. Il a demandé que l'Assemblée générale autorise le Secrétariat à continuer de conclure avec les États Membres des accords pour éviter un cumul de rémunérations ou de prestations et approuve la

---

*Rapport ou résolution*

---

*Résultat*

---

Résolution [74/254](#) B

poursuite de l'application des mesures exceptionnelles aux fonctionnaires actuellement détachés auprès de l'Organisation jusqu'au terme de leur engagement.

L'Assemblée générale a décidé d'autoriser le Secrétaire général à proroger les mesures exceptionnelles concernant les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement jusqu'au 31 juillet 2021, à moins qu'une solution permanente n'ait été mise en place avant cette date. Elle a demandé instamment au Secrétaire général de garantir la responsabilité et l'impartialité des militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement, au moyen des normes applicables et pertinentes et des mesures de supervision qui s'imposaient. Elle a prié le Secrétaire général d'intensifier les contacts et les échanges avec les États Membres et d'étudier toutes les options viables qui permettraient de surmonter les difficultés liées à l'engagement de militaires ou de policiers en service actif détachés par leur gouvernement, en particulier l'incompatibilité entre la législation interne des États et le Statut et le Règlement du personnel, et de lui présenter des propositions pour examen durant la première partie de la reprise de sa soixante-quinzième session.

---